

Chypre

La note suivante est ajoutée à la demande de la Turquie :

« Les informations figurant dans ce document et faisant référence à 'Chypre' concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la "question chypriote" ».

La note suivante est ajoutée à la demande de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de la Commission européenne :

« La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre ».

Israël

« Les données statistiques sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international ».

« Il est à noter que les données statistiques sur les brevets et les marques israéliens sont fournies par les bureaux de brevets et de marques des pays concernés ».

Décomposition de la croissance du PIB par habitant, 2001-07, 2007-09 et 2009-10

OCDE hors Turquie.

La zone euro comprend les 15 pays qui sont également membres de l'OCDE.

Les estimations de l'OCDE pour 2007-09 et 2009-10 ne prennent pas en compte la Suisse, pour laquelle on ne dispose pas des heures travaillées en 2009 et 2010.

Croissance de la productivité du travail, ensemble de l'économie, 1985-2010

La zone euro ne comprend pas l'Estonie et la Slovénie, pour lesquelles on ne dispose d'estimations de la productivité qu'à partir de 2000.

PIB par habitant et productivité du travail dans les BIICS, 1991-2009

Les calculs sont basés sur le PIB en parités de pouvoir d'achat constantes de 2005.

Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de l'OCDE les mieux classés en termes de PIB par habitant et de PIB par salarié.

Géographie des pertes d'emplois, 2008-09

Islande et Turquie : Faute de statistiques sur l'emploi par type d'activité dans les comptes nationaux, ce sont les données par branche d'activité de l'enquête sur les forces de travail qui sont utilisées.

Nouvelle-Zélande : D'après des estimations de l'emploi pour les exercices 2008-09 et 2009-10.

Géographie des pertes d'emploi en Europe, 2009-10

L'Europe comprend les 24 pays figurant dans le graphique.

Islande : Faute de statistiques sur l'emploi par type d'activité dans les comptes nationaux, ce sont les données par branche d'activité de l'enquête sur les forces de travail qui sont utilisées.

Investissements dans les actifs fixes et immatériels, rapporté au PIB, 2006

Les estimations se rapportent à l'ensemble de l'économie pour le Canada, le Japon et la Suède ; au secteur marchand pour l'Allemagne, l'Australie, l'Espagne, la France, l'Italie, et le Royaume-Uni ; au secteur des entreprises non financières pour la Finlande ; au secteur commercial pour les Pays-Bas et au secteur des entreprises non agricoles pour les États-Unis.

Sources des données sur les investissements en actifs immatériels : Pour les États-Unis, C. Corrado ; pour le Japon, T. Miyagawa ; pour la Suède, H. Edquist ; pour les Pays-Bas, M. Tanriseven ; pour l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni, J. Haskel, A. Pesole et les membres du projet COINVEST ; pour l'Autriche, le Danemark et la République tchèque, J.X. Hao et B. van Ark. Source des données sur les investissements en actifs physiques et immatériels : Pour l'Australie, P. Barnes ; pour le Canada, N. Belhocine. Les données sur les investissements en actifs matériels pour la France proviennent de l'INSEE. Pour les autres pays, les données sur les investissements en biens matériels sont des calculs de l'OCDE, d'après la Base de données sur les comptes nationaux de l'OCDE et la Base de données EU KLEMS.

Croissance de la productivité du travail : la contribution des actifs immatériels, 1995-2006

Les estimations japonaises ne prennent pas en compte la contribution de la qualité du travail.

Source des données : Pour les États-Unis, Corrado, C., D. Sichel et C. Hulten (2009) ; pour la Suède, Edquist, H. (2009) ; pour le Japon, Fukao, K., T. Miyagawa, K. Mukai, Y. Shinoda et K. Tonogi (2009) ; pour l'Australie, Barnes P. et A. McClure (2009) ; pour le Royaume-Uni, G.M. Marrano, J.E. Haskel et G. Wallis (2009) ; pour l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, la République slovaque et la République tchèque, Van Ark, B., J.X. Hao, C. Corrado et C. Hulten (2009).

Flux entrants d'investissement direct étranger, 1995-99, 2000-04 et 2005-09

La catégorie « OCDE autres » comprend les pays suivants : Australie, Canada, Chili, Corée, Islande, Israël, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse et Turquie.

La catégorie « Autres BRIICS » comprend les pays suivants : Afrique du Sud, Brésil, Fédération de Russie, Inde et Indonésie.

Flux sortants d'investissement direct étranger de l'UE, du Japon et des États-Unis vers les BRI*CS (*Inde), moyenne annuelle 2003-09

L'UE comprend les pays de l'UE membres de l'OCDE, sauf la Slovaquie.

Flux sortants d'investissement direct étranger des BRIICS, 1994-97, 2002-05 et 2006-09

Pour l'Indonésie, la moyenne pour la période 2002-05 correspond à celle de la période 2004-05.

Échanges de produits manufacturés de la zone OCDE, par intensité technologique, 1995-2009

Valeur moyenne de l'ensemble des exportations et des importations de produits de l'OCDE. Les calculs ne prennent pas en compte le Luxembourg, pour lequel on ne dispose de données qu'à partir de 1999.

Échanges de produits manufacturés des BRIICS, par intensité technologique, 1995-2009

Valeur moyenne de l'ensemble des exportations et des importations de produits des BRIICS. Données pour l'Afrique du Sud disponibles à partir de 2000 ; les données de l'Union douanière de l'Afrique australe ont été utilisées pour 1995-99.

Échanges mondiaux, par utilisation finale, 1995 et 2009

L'UE15 comprend les membres de l'UE au 1^{er} janvier 1995 : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

L'agrégat « Autres pays de l'OCDE » comprend les pays suivants : Australie, Canada, Chili, Corée, Estonie, Hongrie, Islande, Israël, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovaquie, Suisse et Turquie.

Les BRIIS sont les pays suivants : Afrique du Sud, Brésil, Fédération de Russie, Inde et Indonésie (autrement dit, les BRIICS sans la Chine).

Contenu en importation des exportations pour une sélection d'économies et de régions, 1995 et 2005

L'UE15 comprend les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

L'agrégat « Autres pays de l'OCDE » comprend les pays suivants : Chili, Estonie, Hongrie, Islande, Israël, Norvège, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovaquie, Suisse et Turquie.

L'agrégat « Autres économies d'Asie de l'Est et du Sud-Est » comprend les économies suivantes : Brunei Darussalam ; Cambodge ; Hong-Kong, Chine ; Indonésie ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taïpei chinois ; Thaïlande ; Vietnam.

Pour le reste du monde, des estimations ont été effectuées à l'aide des tableaux d'entrées-sorties et des données sur les échanges bilatéraux pour l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, certains pays européens non membres de l'OCDE et un agrégat résiduel couvrant tous les autres pays.

Les pourcentages indiqués sous les noms des économies/régions correspondent à la part du contenu en importation dans les exportations totales d'une économie ou d'une région.

La taille de la bulle d'un pays ou d'une région indique la valeur totale du contenu en importation des exportations, en USD.

Les flux d'échanges bilatéraux sont mis en évidence par des flèches s'ils représentent plus de 1.5 % du contenu total mondial en importation des exportations.

Indice de diversification (Hannah-Kay) pour certains pays, 1978-2009

Les données pour l'Allemagne avant 1991 concernent la République fédérale d'Allemagne uniquement.

1. ÉCONOMIES DU SAVOIR : TENDANCES ET CARACTÉRISTIQUES

Notes

Composition du PIB dans les pays de l'OCDE et les BRIICS, 2008

Les principaux groupes d'activité sont définis selon la CITI Rév. 3. « Services marchands » : CITI 50-74 ; « Services non marchands » : CITI 75-99 ; Industrie : CITI 10-41 (activités extractives, activités de fabrication et production et distribution d'électricité de gaz et d'eau) ; Construction : CITI 45 ; et Agriculture : CITI 01-05.

OCDE et BRIICS : Moyenne non pondérée des parts des pays.

Valeur ajoutée mesurée en prix de base sauf pour l'Indonésie, le Japon, les États-Unis : prix du marché ; et l'Inde : coût des facteurs.

Pour le Canada, les chiffres correspondent à la situation de 2007.

Pour l'Australie et l'Inde, les chiffres correspondent à l'exercice 2007-08.

Produit intérieur brut des États-Unis et dépôts de marques auprès de l'USPTO, 1999-2011

Les catégories « marques de biens » et « marques de services » comprennent les dépôts de marques désignant uniquement des classes de biens ou de services) ; la catégorie « marques du secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier » comprend les dépôts de marques correspondant à la classe 0.36 de la Classification internationale des produits et services (Classification de Nice).

Le produit intérieur des États-Unis est basé sur la série du PIB désaisonnalisé, mesuré par la dépense et chaîné en volume, d'après la Base de données des comptes nationaux trimestriels de l'OCDE (mai 2011).

Les séries brutes relatives au PIB et aux demandes de dépôts de marque ont été traitées au moyen de la méthodologie des indicateurs composites avancés de l'OCDE. On a utilisé des données mensuelles pour les demandes de marques et des données trimestrielles pour le PIB, converties en fréquences mensuelles par interpolation linéaire et alignées sur le mois de mi-trimestre. Ce traitement élimine les variations et tendances saisonnières (avec application du filtre de Hodrick-Prescott) afin de dégager la tendance cyclique, illustrée dans le graphique comme étant l'écart en pourcentage par rapport à la tendance à long terme. Compte tenu des filtres appliqués, les cycles restants sont ceux ayant une durée comprise entre 18 mois et 10 ans. L'analyse a été réalisée sur des séries s'échelonnant de janvier 1990 à février 2011 pour les demandes de dépôts de marques et à mars 2011 pour le PIB. Pour plus de précision sur la méthodologie, voir OCDE (2008), *OECD System of Composite Leading Indicators*, OCDE, Paris, www.oecd.org/dataoecd/26/39/41629509.pdf.

Le graphique indique pour les séries de données sur les marques un pic vers 2004 qui ne correspond pas à l'activité économique, mais à l'adhésion des États-Unis à l'Arrangement de Madrid en novembre 2003, qui a facilité la procédure de dépôts de marques étrangères.

Investissement en capital-risque aux États-Unis (1995-2010) et en Europe (2005-09)

L'Europe comprend les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse et Ukraine.

Investissement d'investisseurs providentiels aux États-Unis et en Europe, 2006-09

Un investisseur providentiel est un investisseur privé qui met généralement à la disposition d'une entreprise des ressources financières et un savoir-faire en contrepartie d'une participation au capital de cette entreprise.

Des groupes d'investisseurs providentiels sont formés par des investisseurs individuels qui s'unissent afin d'évaluer et d'investir ensemble dans des projets d'entreprise. Ils peuvent mettre en commun leur capital pour effectuer des investissements plus importants.

Un réseau d'investisseurs providentiels est une organisation dont le but est de faciliter l'appariement des entrepreneurs avec des investisseurs providentiels.

Les données correspondent aux réseaux/groupes enquêtés par les associations d'investisseurs providentiels.

L'Europe comprend les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne, Portugal, Slovénie, Suède, Suisse, Pays-Bas, Royaume-Uni et Turquie.

R-D dans les pays de l'OCDE et les pays non membres, 2009 ou dernière année disponible

Chiffres de 2008 pour les pays suivants : Afrique du Sud, Australie, Canada, Chili, Corée, France, Islande et Suisse. Chiffres de 2007 pour les pays suivants : États-Unis, Grèce, Mexique et Nouvelle-Zélande.

Incitations fiscales à la R-D et aide directe à la R-D d'entreprise, 2004 et 2009

Les estimations des coûts fiscaux liés à la R-D ne couvrent pas les incitations fiscales infra-nationales à la R-D.

La Chine, la Grèce, l'Islande, Israël, l'Italie, la République slovaque et la Fédération de Russie ont des incitations fiscales à la R-D mais les estimations des coûts ne sont pas disponibles.

Le Mexique et la Nouvelle-Zélande ont abrogé leur dispositif fiscal en 2009. Aucune estimation des coûts n'est disponible pour le Mexique. En 2008, le coût des incitations fiscales à la R-D pour la Nouvelle-Zélande était de 103 millions NZD mais, pour cette année, les données sur le financement public de la DIRDE se sont disponibles.

Les estimations pour l'Australie et la Hongrie sont fondées sur les réponses des pays au questionnaire 2010 de l'OCDE sur les incitations fiscales à la R-D.

2008 au lieu de 2009 pour l'Afrique du Sud, l'Australie, les États-Unis, la France, la Hongrie, l'Irlande, le Japon et le Portugal.
2007 au lieu de 2009 pour l'Autriche, la Belgique et l'Espagne.

2005 au lieu de 2004 pour la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la Norvège, les Pays-Bas et la République tchèque.

2006 au lieu de 2004 pour l'Afrique du Sud, la Pologne et le Portugal.

2007 au lieu de 2004 pour la Slovaquie.

L'estimation pour l'Autriche couvre la prime à la recherche remboursable mais exclut les autres facilités accordées à la R-D. La valeur de la prime à la recherche a été exclue du financement public direct de la R-D d'entreprise afin d'éviter le double comptage.

Pour 2008 et 2004, les estimations pour la France reposent sur la valeur des créances fiscales et non celle des dépenses fiscales. Les crédits d'impôt au titre du CIR n'étant remboursables avant 2009 qu'au terme de trois années, des écarts significatifs étaient observés entre les estimations des coûts fiscaux selon les méthodes utilisées. Pour 2008, les créances fiscales excédaient les dépenses fiscales de 2.7 milliards EUR, alors qu'en 2009, du fait des mesures exceptionnelles prises dans le cadre du plan de relance, autorisant le remboursement immédiat des créances en cours, les dépenses fiscales excédaient les créances de près de 1.5 milliards EUR. Les données de la France pour 2009 ne sont pas présentées, faute d'estimations comparables pour le financement direct de la R-D des entreprises pour cette même année.

L'estimation pour les États-Unis couvre le crédit d'impôt recherche mais exclut la déductibilité des dépenses de R-D.

Trafic IP (Protocole Internet) mondial, 2005-10

WAN: wide area network.

Nouvelles utilisations de l'Internet : réseaux sociaux et informations de santé, 2010

L'expression « réseaux sociaux » désigne l'activité qui consiste à adresser des messages sur des sites de discussion ou des blogs, ou en messagerie instantanée (pays européens). Pour la Corée, seules ont été prises en compte les données relatives à la communauté en ligne.

Adresses IPv4 routées, par pays, fin 2010

Le Protocole Internet (IP) permet à différents types de réseaux physiques – réseaux de télévision par câble, réseaux téléphoniques ou réseaux sans fil – de transporter des paquets de données. Il utilise un système d'adressage pour identifier les points d'expédition et de réception des données sur l'Internet.

La version 4 du Protocole Internet, ou IPv4, qui utilise un système d'adressage à 32 bits, a été mise en œuvre pour la première fois en 1983.

La version 6 du Protocole Internet, ou IPv6, offre des possibilités d'adressage beaucoup plus étendues à 128 bits (soit 2^{128} adresses possibles). Son noyau de protocole a été mis au point par l'Internet Engineering Task Force entre 1993 et 1998.

Pays de l'OCDE dotés de réseaux adaptés IPv6, 2010

Le Protocole Internet (IP) permet à différents types de réseaux physiques – réseaux de télévision par câble, réseaux téléphoniques ou réseaux sans fil – de transporter des paquets de données. Il utilise un système d'adressage pour identifier les points d'expédition et de réception des données sur l'Internet.

La version 4 du Protocole Internet, ou IPv4, qui utilise un système d'adressage à 32 bits, a été mise en œuvre pour la première fois en 1983.

La version 6 du Protocole Internet, ou IPv6, offre des possibilités d'adressage beaucoup plus étendues à 128 bits (soit 2^{128} adresses possibles). Son noyau de protocole a été mis au point par l'Internet Engineering Task Force entre 1993 et 1998.

Pôles d'excellence universitaires : répartition géographique des établissements les plus influents, 2009

Analyse fondée sur les données de Scopus traitées par SCImago, SIR-SCImago Institutions Rankings, juin 2011, www.scimagoir.com.

Hauts lieux de l'innovation dans les TIC, les biotechnologies et les nanotechnologies, 2006-08

Les données concernent les demandes de brevets déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) dans les domaines des TIC ainsi que des biotechnologies et des nanotechnologies. Le comptage des brevets est basé sur la date de priorité, le pays de résidence de l'inventeur et le comptage fractionnaire. La ventilation régionale utilisée correspond au niveau territorial TL2 de la nomenclature utilisée par l'OCDE. Seules figurent dans le graphique les 20 premières régions pour le nombre de brevets dans le domaine des TIC (ainsi que dans les biotechnologies et les nanotechnologies).

1. ÉCONOMIES DU SAVOIR : TENDANCES ET CARACTÉRISTIQUES

Notes

Dépôts de marques de services auprès de l'USPTO et de l'OHMI, pays de l'OCDE et BRIICS, 1997-99 et 2007-09

Les parts des marques de services sont calculées d'après les comptes fractionnaires des classes désignées dans la demande de dépôt de marques. Les classes 1 à 34 concernent les produits ; les classes 35 à 45, les services.

Marques de services à forte intensité de savoir, pays de l'OCDE et BRIICS, 2007-09

Les parts des marques de services sont calculées d'après les comptes fractionnaires des classes désignées dans la demande de dépôt de marques. Les demandes de marques commerciales correspondent à la classe 35, les finances à la classe 36, les télécommunications à la classe 38 et la R-D à la classe 42 de la classification de Nice.

Brevets et marques par habitant, 2007-09

Les familles de brevets triadiques regroupent les brevets déposés auprès de l'Office européen des brevets (OEB), du Japan Patent Office (JPO) et de l'US Patent and Trademark Office (USPTO) qui protègent une même invention. Le comptage des familles de brevets se fait selon l'année de priorité (première demande de brevet mondiale), le pays de résidence de l'inventeur et les comptes fractionnaires.

Pour les marques transnationales est indiqué le nombre moyen de demandes de marques déposées auprès de l'USPTO, de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI) et du JPO. Pour les États-Unis, les pays de l'UE et le Japon, les chiffres sont basés sur les demandes déposées auprès des deux autres offices étrangers. Les nombres sont déterminés en tenant compte de la propension moyenne relative des autres pays à déposer auprès des trois offices. Les marques transnationales sont comptées selon la date de dépôt et l'adresse du déposant.

L'impact de la production scientifique et l'étendue de la collaboration scientifique internationale, 2003-09

Analyse fondée sur les données de Scopus traitées par SCImago, SIR-SCImago Institutions Rankings, juin 2011, www.scimagoir.com.

Collaboration internationale en science et innovation, 2007-09

La publication conjointe de travaux scientifiques par des auteurs de pays différents est mesurée par la part des articles scientifiques rédigés par au moins un auteur d'un autre pays dans le total des articles scientifiques. Les indicateurs des publications scientifiques sont élaborés à partir de l'information contenue dans la base de données Scopus® (Elsevier B.V.).

Les co-inventions internationales sont mesurées par la part des demandes de brevets déposées au sens du Traité de coopération en matière de brevet (PCT) dont au moins un co-inventeur est situé dans un pays différent dans le total des brevets d'origine nationale. Le comptage des brevets se fait d'après la date de priorité et le pays de résidence de l'inventeur.

Co-inventions avec les BRIICS, 1991-2009

Les co-inventions sont mesurées par la part des demandes de brevets dont au moins un co-inventeur est situé dans l'un des BRIICS dans le total de brevets d'origine nationale.

Les données se rapportent au total des demandes de brevets déposées en vertu du PCT, en phase internationale, publiées par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Le comptage des brevets se fait d'après la date de priorité et le pays de résidence de l'inventeur.

Le lien innovation-science dans les technologies énergétiques « propres », 2000-09

Les données se rapportent à une série de brevets publiés par l'OEB, l'USPTO ou dans le cadre de la procédure du Traité de coopération en matière de brevet (PCT). Les brevets couvrent les technologies ou applications d'atténuation ou d'adaptation relatives au changement climatique : captage, stockage, séquestration, ou élimination des gaz à effet de serre (Y02C) ; et réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la production, au transport ou à la distribution d'énergie (Y02E). L'analyse du lien entre brevets et documentation scientifique repose sur la « documentation hors brevet » (DHB) citée comme documentation de référence pertinente dans les documents de brevet. La DHB est croisée avec la base de données sur la documentation scientifique (Scopus), ce qui permet de déterminer si la DHB entre ou non dans la catégorie des articles scientifiques et d'obtenir une information bibliographique enregistrée dans la DHB.

Familles de brevets triadiques, par bloc, 1999 et 2009

Les familles de brevets triadiques sont les brevets déposés auprès de l'Office européen des brevets (OEB), du Japan Patent Office (JPO) et de l'US Patent and Trademark Office (USPTO), qui protègent la même invention.

Transferts de technologie vers certains BRIICS, 2005-07

Les données se rapportent aux priorités revendiquées, c'est-à-dire aux brevets pour lesquels la protection a été demandée auprès d'au moins deux offices de brevets. Le nombre de brevets est établi sur la base de la date de la priorité la plus ancienne, du pays de résidence de l'inventeur, des offices de protection de la propriété intellectuelle des BRIICS et de comptes fractionnaires.

Principaux importateurs et exportateurs nets de CO₂, 2005

Les pays sont classés en fonction de leurs émissions de CO₂ liées aux activités de production, en ordre décroissant sur l'échelle de gauche et en ordre croissant sur l'échelle de droite.

Dépenses publiques de R-D consacrées à l'énergie et à l'environnement, pays de l'OCDE, 1990-2009

Le Chili et la Turquie ne sont pas pris en compte. L'Estonie, la Pologne et la République tchèque sont pris en compte à partir de 2002, la Hongrie et le Luxembourg à partir de 2005 et la Corée à partir de 1999.

Évolution de la prise de brevets, par domaine technologique, 1995-2008

Les priorités revendiquées se rapportent aux brevets pour lesquels une protection a été demandée auprès d'au moins deux offices de brevets. Le nombre de brevets est établi sur la base de la date de la priorité la plus ancienne, du pays de résidence de l'inventeur et de comptages fractionnaires. Les données pour 2008 sont des estimations fondées sur des séries de brevets plus récentes.

Les données sur les brevets se rapportant aux biotechnologies, aux technologies de la santé et aux TIC sont fondées sur une sélection de groupes de la Classification internationale des brevets (CIB).

Les données sur les brevets se rapportant aux technologies environnementales sont fondées sur une combinaison des groupes de la CIB et des codes Y02 de la Classification européenne (ECLA).

Les brevets se rapportant aux nanotechnologies sont identifiés par le code Y01 de l'ECLA.

Transition vers les technologies des véhicules utilisant du carburant alternatif, 1990-99 et 2000-07

Les priorités revendiquées se rapportent aux brevets pour lesquels une protection a été demandée auprès d'au moins deux offices de brevets. Le nombre de brevets est établi sur la base de la date de priorité la plus ancienne, du pays de résidence de l'inventeur et de comptes fractionnaires.

Les données sur les brevets se rapportant aux technologies de motorisation alternative et automobile sont fondées sur une combinaison des codes de la Classification internationale des brevets (CIB).

Convergence du rapport de soutien économique des personnes âgées dans les pays de l'OCDE et les BRIICS, valeurs historiques et projections, 1950-2050

Les pays jeunes de l'OCDE affichent le rapport de soutien économique des personnes âgées le plus élevé à compter de 2011.

Les pays âgés de l'OCDE affichent le rapport de soutien économique des personnes âgées le plus faible en 2011.

Transition du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au diplôme universitaire, 2008

Somme des taux d'obtention à chaque âge, d'un diplôme d'enseignement général du 2^e cycle du secondaire d'une part et d'un diplôme sanctionnant une première formation tertiaire de type A (ISCED-5A) d'autre part.

Écart entre hommes et femmes dans l'emploi : 1980, 1990, 2000 et 2009

Les taux d'activité sont calculés pour la population âgée de 15 à 64 ans.

Écart de salaire pour les diplômés du supérieur, 1999 et 2009

Pour la Belgique, la Corée et la Turquie, il s'agit du revenu net d'impôts.

Pour la Slovénie, les données sur les revenus excluent les personnes travaillant à temps partiel et/ou pendant une partie de l'année.

Pour Israël, les données sur l'emploi à temps partiel concernent l'année 2007.



Extrait de :
**OECD Science, Technology and Industry
Scoreboard 2011**

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Notes », dans *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2011-10-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.